CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n° 15.650 du 5 septembre 2008
dans l'affaire X / III

En cause : X

contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et désormais par la
Ministre de la Politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 décembre 2007 par X, qui déclare être de nationalité israélienne, qui demande l'annulation « de la décision prise le 22 août 2008 [lire 2007] et notifiée le 31 octobre 2007 [...] par laquelle la partie adverse déclare irrecevable la demande d'autorisation de séjour, ainsi que l'annulation de l'ordre de quitter le territoire (annexe 13) notifié le 31 octobre 2007, [...] ». »

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observation.

Vu le mémoire en réplique.

Vu l'ordonnance du 4 juin 2008 convoquant les parties à comparaître le 10 juillet 2008.

Entendu, en son rapport, M. de HEMRICOURT de GRUNNE, .

Entendu, en observations, Me N. KALUM loco Me T. MERTENS, avocat, qui comparaît la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS loco F. MOTULSKY, , qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Rétroactes.

.1 Le requérant déclare être arrivé en Belgique le 18 mai 2004.

.2 Le même jour, il a introduit une demande d'asile qui s'est clôturée par une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié prise par la Commission Permanente de Recours des Réfugiés le 17 juin 2005. Un recours en annulation a été introduit contre cette décision devant le Conseil d'Etat, lequel a été rejeté le 24 avril 2007, par l'arrêt 170.358.

.3 Par courrier du 3 novembre 2005, le requérant a introduit, auprès du bourgmestre d'Anderlecht, une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée « la loi du 15 décembre 1980 »).

4 Le 22 août 2007, la partie défenderesse a pris à l'égard du requérant une décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour. Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, lui a été notifiée le 31 octobre 2007 et est motivée comme suit :

« MOTIFS: Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

L'intéressé a été autorisé au séjour uniquement dans le cadre de sa procédure d'asile introduite le 18/05/2004, clôturée négativement par le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides le 04/10/2004 et confirmée par la Commission Permanente de Recours aux Réfugiés le 23/06/2005. Depuis lors, il séjourne en Belgique sans chercher à obtenir une autorisation de séjour de longue durée autrement que par la demande introduite sur la base de l'article 9, alinéa 3. Il s'ensuit que le requérant s'est mis lui-même et en connaissance de cause dans une situation précaire, et est resté délibérément dans cette situation de sorte qu'il est à l'origine du préjudice qu'il invoque (*C.E- Arrêt du 09.06.2004 n° 132.221*). Quant au fait que l'intéressé ait l'intention d'attaquer la décision de refus de sa demande d'asile devant le Conseil d'Etat, on notera qu'un tel recours auprès de cet organe ne constitue pas une circonstance exceptionnelle, car il n'est pas suspensif et n'ouvre aucun droit au séjour. Ajoutons qu'un recours a déjà été introduit par l'intéressé et a été rejeté par le Conseil d'Etat en date du 24/04/2007. Cet élément ne saurait constituer une circonstance exceptionnelle.

L'intéressé se réfère à sa demande d'asile et invoque des persécutions subies, ainsi que des appréhensions pour sa sécurité, son intégrité physique et sa vie en cas de retour au pays d'origine.

Or, il lui incombe d'étayer son argumentation (*C.E - Arrêt n° 97.866 du 13 juillet 2001*). Dès lors, l'intéressé n'ayant étayé ses craintes par aucun élément pertinent, force est de nous référer aux arguments avancés pendant la procédure d'asile et de constater qu'ils ont été rejetés, tant par l'Office des Etrangers que par le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides et la Commission Permanente de Recours des Réfugiés. Les faits allégués à l'appui de la demande d'autorisation de séjour n'appellent donc pas une appréciation différente de celle opérée par les organes compétents en matière d'asile et ne constituent pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire. Concernant les problèmes de compréhension et de traduction qui seraient survenus lors de l'audition du requérant, précisons qu'il n'appartient pas à nos services de réexaminer les décisions négatives du Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides, instance indépendante, seule habilitée à reconnaître la qualité de réfugié à un demandeur d'asile. Cet élément ne constitue donc pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine.

Le requérant argue aussi la durée de son séjour et son intégration, à savoir le fait d'avoir suivi des cours d'arabe, de turc et de français, ainsi que sa volonté de travailler. Or, la longueur du séjour et une bonne intégration en Belgique ne constituent pas, à eux seuls, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9 alinéa 3, car on ne voit pas en quoi ces éléments empêcheraient la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation de séjour requise (*C.E - Arrêt 114.155 du 27.12.2002*).

Concernant la situation générale du pays, à savoir le climat d'insécurité générale et l'anarchie qui y règne, on notera que la constatation d'une situation prévalant dans un pays, sans expliquer en quoi la situation personnelle du requérant serait particulière et l'empêcherait de retourner dans son pays d'origine afin d'y demander une autorisation de séjour ne constitue pas une circonstance exceptionnelle (*C.E - Arrêt n° 122.320 du 27-08-2003*). Cet élément ne constitue donc pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine. Le requérant met également en avant ses craintes de représailles de la part du Hamas et ce consécutivement à sa « fuite » en Belgique. Nous tenons à préciser qu'en premier lieu, le requérant n'est pas clair quant il mentionne le terme de « fuite » pour exprimer ses craintes de représailles. En second lieu, rappelons toutefois que les instances de l'asile sont tenues par un devoir de confidentialité, et que les autorités belges n'informent pas les états concernés sur l'identité des demandeurs d'asile et encore moins sur le contenu de ces demandes. Aussi, la crainte de représailles en cas de retour n'est pas un élément considéré comme une circonstance exceptionnelle susceptible d'empêcher ou de rendre difficile un retour temporaire au pays d'origine.

Un retour au pays d'origine, en vue de lever les autorisations requises pour permettre son séjour en Belgique, ne constitue pas une violation des articles 2, 3 et 13 de la Convention

Européenne des Droits de l'Homme. En effet, le simple fait d'ordonner l'éloignement du territoire ne constitue pas un traitement inhumain et dégradant au sens de la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (C.E arrêt n°111444 du 11/10/2002). Il faut ajouter également que le fait d'inviter le requérant à lever l'autorisation nécessaire à son séjour en Belgique au pays d'origine n'est en rien une mesure contraire aux articles 2 et 13 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, car ce qui est demandé au requérant, c'est de se conformer à la législation en la matière. Cet élément ne constitue donc pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine.

Enfin, le fait que l'organisation d'un retour force soit difficile dans certains cas n'empêche pas qu'un étranger mette tout en oeuvre afin de donner suite à l'obligation légale de quitter le territoire et, par conséquent, qu'en premier lieu, il fasse toutes les démarches possibles, notamment la demande des documents nécessaires à son retour, pour pouvoir retourner directement ou via un pays tiers dans son pays d'origine ou un pays où il peut séjourner. Cet élément ne constitue donc pas une circonstance exceptionnelle.

.5 Le 22 août 2007, la partie défenderesse a pris à l'égard du requérant un ordre de quitter le territoire – modèle B. Cette décision, qui constitue le second acte attaqué, lui a également été notifiée le 31 octobre 2007 et est motivée comme suit :

« MOTIF DE LA DECISION :

Demeure dans le Royaume au-delà du délai fixé conformément à l'article 6 ou ne peut apporter la preuve que ce délai n'est pas dépassé (Loi du 15.12.80 - Article 7 al.1, 2°).»

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1.1. La partie requérante prend un premier moyen tiré « *de la violation de l'obligation de motiver, contenu notamment dans l'article 62 de la Loi.* »

2.1.2. Elle considère, en substance, d'une part, qu'un retour en Israël est impossible étant donné le risque de poursuite du Hamas encouru par la requérant et, d'autre part, que sa situation précaire et la durée de son séjour sont des circonstances exceptionnelles. Elle reproche, ensuite à la décision attaquée de ne pas expliquer en quoi ces circonstances ne seraient pas exceptionnelles.

2.2.1. La partie requérante prend un second moyen « *pris de la violation de l'obligation de motiver et des principes de bonne administration, plus précisément le principe de la sécurité juridique et de l'interdiction de l'arbitraire.* »

2.2.2. Elle estime, en substance, que le requérant « *a expliqué qu'il lui était impossible de retourner en Israël (ou Palestine) pour demander une autorisation de séjour dans son pays d'origine.* »

2.3. Dans son mémoire en réplique, le requérant rappelle les faits et moyens développés dans sa requête en annulation et réfute l'argument de la note d'observation selon lequel il resterait en défaut d'indiquer quels auraient été les éléments invoqués par lui à l'appui de sa requête 9.3, ayant trait à ses craintes de persécution, dont la partie adverse eût du tenir compte.

3. Discussion

.1 A titre liminaire, le Conseil rappelle qu'à l'égard d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, l'appréciation des « circonstances exceptionnelles » auxquelles se réfère cette disposition constitue une étape déterminante de l'examen de la demande, dès lors qu'elle en

conditionne directement la recevabilité en Belgique, en dérogation à la règle générale d'introduction dans le pays d'origine ou de résidence de l'étranger, et ce quels que puissent être par ailleurs les motifs mêmes pour lesquels le séjour est demandé.

.2 Le Conseil rappelle également que les « circonstances exceptionnelles » précitées sont des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire de l'étranger dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande de séjour, que le caractère exceptionnel des circonstances alléguées doit être examiné par l'autorité administrative dans chaque cas d'espèce, et que si celle-ci dispose en la matière d'un large pouvoir d'appréciation, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement (en ce sens, notamment : C.E., n° 107.621, 31 mars 2002 ; CE, n° 120.101, 2 juin 2003).

.3 En l'espèce, le Conseil estime que l'acte attaqué n'explique pas adéquatement pour quelles raisons l'impossibilité pour le requérant de se procurer les documents indispensables à son retour en Israël ne constitueraient pas des circonstances exceptionnelles. Le Conseil observe en effet que les motifs de la décision entreprise sont à cet égard stéréotypés. La partie défenderesse se borne à y souligner que l'étranger doit tout mettre en œuvre, notamment demander les documents nécessaires à son retour, afin de donner suite à l'obligation de quitter le territoire. Mais elle ne répond pas à l'affirmation exprimée dans la demande d'autorisation de séjour, selon laquelle l'obtention de tels documents serait précisément impossible pour les palestiniens originaires d'Israël dépourvus de passeport et elle ne met pas davantage en cause la fiabilité des informations contenues à cet égard les documents « Vluchtelingenwerk » du 17/06/2005 et « Nieuwsbrief Vreemdelingenrecht », pourtant joints à cette demande et qui confirment cette affirmation.

3 Par conséquent, le second moyen pris est fondé et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique.

La décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 et la décision d'ordre de quitter le territoire, qui en est l'accessoire, pris à l'égard du requérant le 22 août 2007 et lui notifiés le 31 octobre 2007, sont annulés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le cinq septembre deux mille huit par :

M. de HEMRICOURT de GRUNNE, ,

Mme. D. BERNE, .

Le Greffier,

Le Président,

D. BERNE

M. de HEMRICOURT de GRUNNE.